

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE:

Succès des premiers états généraux à Sainte-Tulle

par La Rédaction du DL | le 05/02/10 à 05h03



La première édition des états généraux de la Santé a rassemblé plus de 200 personnes hier, à Sainte-Tulle, venus débattre des enjeux concernant l'accès aux soins pour tous.

Des études sociologiques récentes montrent un recul de l'accès aux soins des Français et de manière concomitante une dégradation de leur état de santé.

Face aux enjeux de la santé et face aux préoccupations des citoyens alpins, les collectifs de défenses des hôpitaux de Manosque, Digne-les-Bains et Sisteron ont souhaité mobiliser leur attention sur les risques qui pèsent actuellement sur les populations rurales de plus en plus éloignées des structures d'accueil et de soins.

Bianco : "on ne va pas en rester là"

Beaucoup de personnalités se sont jointes à cette initiative parmi lesquelles Jean-Louis Bianco, président du conseil général partenaire de la manifestation, quelques conseillers généraux et Christophe Castaner représentant la Région.

"Ce sont les premiers états généraux et cela veut déjà dire que l'on ne va pas en rester là. Nous apportons aujourd'hui une volonté citoyenne de résister contre l'entreprise de destruction de l'hôpital public", lança Jean-Louis Bianco avant de laisser la place aux différents interlocuteurs réunis autour d'une table ronde sur le thème de l'accès aux soins dans les territoires ruraux et les outils, structures et moyens humains pour les mettre en œuvre.

Dans un discours engagé, Michel Antony président de la coordination nationale de défense des hôpitaux de proximité et des maternités, mit en avant de conserver "une santé humaniste qui corresponde aux besoins des populations".

15 % de la population française renonce aux soins faute d'argent

"En France 15 % des patients ne consultent plus faute d'argent. Ces chiffres me choquent. La fracture sociale et sanitaire augmente et l'on se dirige vers une société qui n'est plus solidaire, ni égalitaire. La proximité c'est un choix politique", ajouta l'intéressé.

Philippe Olivier, médecin urgentiste à Avignon, évoqua l'argument sécuritaire primordial "pour ne pas laisser de côté les citoyens et répondre à l'urgence dans les meilleurs délais et ce dans n'importe quelle spécialité".

Bernard Teper, président de l'Union des familles laïques, s'insurgea contre une médecine qu'il qualifie de "médecine à plusieurs vitesses" et dénonçait "les effets pervers d'une politique de santé qui selon lui, privilégie les profits plutôt que la santé des citoyens".

Bernard Granger, vice-président du Mouvement de défense de l'hôpital public, aborda la démographie médicale en précisant qu'elle était encore plus marquée dans la branche psychiatrie où près d'un tiers des effectifs de médecin aura disparu d'ici quelques années.

André et Madeleine Faure-Brac, de l'association citoyenne de l'hôpital de Briançon, et Daniel Dreyfuss, du comité de défense de l'hôpital d'Embrun, étaient venus soutenir cette initiative. "La santé n'est pas une marchandise et l'on maintient nos hôpitaux sous perfusion. Nous sommes ici pour défendre l'hôpital public. Devant la disparition de certains services, la population doit se mobiliser et rester en éveil pour sauver les hôpitaux de proximité".